



EXECUTIVE SUMMARY

Conférence sur

Réalité et signification des mouvements sociaux

11-13 janvier 2002
Schengen

Résumé

Le Forum Mondial des Alternatives (FMA), le Centre Tricontinental (Cetri) et l'Institut d'Etudes Européennes et Internationales du Luxembourg (IEEI) ont organisé une conférence sur les mouvements sociaux en vue du Forum Social Mondial qui se tient du 30 janvier au 5 février prochain dans la ville brésilienne de Porto Alegre. Cette conférence fait partie d'un projet de collaboration avec le Ministère luxembourgeois de la Coopération dans le cadre duquel le FMA, le Cetri et l'IEEI réaliseront des travaux de recherche et organiseront des colloques autour de sujets tels que l'inventaire des mouvements sociaux et la question des droits économiques et des droits des peuples dans les pays du Sud.

La conférence de Schengen a rassemblé plus de 70 participants et observateurs des cinq continents qui ont débattu de la réalité et la signification des mouvements sociaux pour le mouvement de résistance global qui s'oppose aux pratiques actuelles de la globalisation et qui lutte pour des formes alternatives de globalisation. Le contexte de ce mouvement de résistance et d'alternative se caractérise par trois aspects : d'une part, un nouvel impérialisme qui n'est pas seulement politique et militaire, mais qui comprend, et s'appuie sur, le capitalisme transnational. D'autre part, la militarisation de la globalisation qui consiste en un pouvoir et une présence sans précédent des forces de police et de sécurité dans le cadre national et un déploiement accru des forces militaires au niveau international. Cette militarisation vise à consolider et à étendre le pouvoir de l'Occident aux dépens de pays tels que la Chine, la Russie et les principaux pays du Proche-Orient, d'Afrique et d'Amérique latine. Par ailleurs, la manifestation de plus en plus visible des points forts comme des points faibles du système en vigueur, notamment l'avenir incertain du capitalisme et l'asymétrie des relations internationales.

Les travaux de la conférence se sont composés de présentations suivies de débats, ainsi que de discussions dans quatre groupes de travail :

- (1) théorie des mouvements sociaux
- (2) méthodologie de l'étude des mouvements sociaux
- (3) le lien entre les mouvements sociaux et la politique
- (4) les alternatives

Ces travaux ont été organisés autour de trois axes : premièrement, quel est le contexte dans lequel apparaissent ou n'apparaissent pas les mouvements sociaux ? Deuxièmement, qu'est-ce que représentent les mouvements sociaux ? Troisièmement, de quelles alternatives les mouvements sociaux sont-ils porteurs ?

Les témoignages des participants qui sont pour la plupart des intellectuels et des militants ont révélé que les mouvements sociaux sont véritablement globaux : ces mouvements sont présents non seulement dans des continents où la résistance est connue depuis des décennies comme en Amérique latine, mais aussi dans des régions dont on connaît moins les traditions de résistance telles qu'en Asie du Sud-Est. De même, les mouvements sociaux représentent une réelle diversité de causes, allant des peuples indigènes et des mouvements de paysans aux ouvriers et aux mouvements de femmes en passant par les étudiants. Par contre, la question de la convergence et de l'avenir de ces mouvements sociaux a soulevé une controverse : une partie des participants se sont interrogés sur la réalité de la convergence des mouvements sociaux, alors que certains sont allés jusqu'à remettre en question la continuité même des mouvements. Parmi les principales conclusions, il faut retenir que les mouvements sociaux semblent converger vers une critique commune des formes actuelles de la globalisation, mais que l'articulation d'un projet commun d'alternatives fait toujours défaut.

I. Panorama des mouvements sociaux

1. Quel est le contexte dans lequel apparaissent ou n'apparaissent pas les mouvements sociaux ?

Le principal élément contextuel qui détermine l'émergence et l'extension des mouvements sociaux est l'ampleur de l'impact de la globalisation, notamment du capitalisme global. Les plus importantes conséquences liées à la globalisation sont

- d'ordre économique : l'adoption d'un capitalisme sauvage qui, entre autres, entraîne la hausse du chômage et qui crée des formes de concurrence particulièrement néfastes pour les producteurs nationaux, régionaux et locaux
- d'ordre social, comme par exemple l'interruption du processus de développement, l'accélération de la paupérisation et la fragmentation de la société.

Autrement dit, la résistance s'organise de plus en plus dans tous les pays qui endurent les effets dramatiques d'un capitalisme de moins en moins régulé et encadré par la politique. Ce manque de régulation et d'encadrement s'explique par l'absence d'une organisation politique à l'échelle globale face à un capitalisme depuis bien longtemps global qui, de plus, se caractérise par deux traits : d'une part, la concentration du pouvoir économique dans les mains de quelques multinationales et, d'autre part, une quasi invisibilité de cette concentration en raison des nombreuses fusions qui tendent à cacher les véritables centres de pouvoir.

Un deuxième facteur contextuel qui explique l'essor des mouvements sociaux est la crise de la gouvernance qui provoque la dé-légitimation des institutions et de la classe politique : parmi les phénomènes les plus répandus sont la corruption des élites, un manque d'enracinement social de la classe politique, l'incompétence de plus en plus flagrante (p. ex. la distribution de denrées alimentaires en Inde), ainsi qu'un niveau de répression sans précédent à la suite des événements du 11 septembre 2001, notamment les législations liberticides et le déploiement des forces de polices et de sécurité.

Autre élément contextuel important est l'état des mouvements sociaux naissants. Alors qu'ils jouissent d'une mobilisation à laquelle ils ont concouru, ils souffrent souvent de leurs contradictions internes et de la proximité de leurs dirigeants à la classe politique : par exemple en Afrique, une partie du leadership des mouvements sociaux aspirent à des fonctions officielles et par là même mettent en cause l'autonomie et la continuité des mouvements qu'ils dirigent.

Un dernier facteur contextuel est la réaction à l'émergence des mouvements sociaux. Bien que le mouvement de résistance contre les formes actuelles de globalisation n'ait été global que depuis quelques années, l'opposition dans les milieux politiques et économiques ne s'est pas fait attendre : outre les mesures prises au nom de la soi-disant lutte contre le terrorisme, il faut également noter la contre-offensive des libéraux, les tentatives de co-optation de la part de certains partis politiques et l'organisation des multinationales. S'y ajoute le recours au nationalisme et au populisme dans certains pays pour atténuer la vague de protestation générale. Ainsi, l'environnement dans lequel les mouvements sociaux se forment et se développent est de plus en plus complexe et il n'y a pas de fronts bien définis.

2. Qu'est-ce que représentent les mouvements sociaux ?

Les mouvements sociaux sont des forces essentiellement *politiques* parce qu'ils ont pour la plupart l'ambition de transformer l'organisation politique dans un cadre national et international. En même temps, il s'agit de mouvements *sociaux* parce qu'ils jouissent de bases solides dans la population : de nombreux mouvements émanent de groupes socio-professionnels (mouvements de paysans, syndicats, écologistes) et la quasi totalité a pour principale motivation la lutte en faveur de la justice sociale nationale et internationale.

Les mouvements sociaux représentent un éventail de causes politiques et sociales. Ils comprennent des syndicats, des mouvements indigènes, des mouvements de paysans (p. ex. Via Campesina), des étudiants, des mouvements de femmes, des associations (p. ex. ATTAC), ainsi que de nombreuses causes nationales, régionales et locales, tels que le mouvement à Cochabamba en Bolivie. Les formes de résistance sont tout aussi diverses que les causes : parmi les principales mesures sont non seulement des manifestations à l'occasion des sommets internationaux (Seattle, Göteborg, Gênes, Québec...), des grèves générales, des blocages de routes, mais aussi la mise en place de réseaux nationaux et internationaux, l'échange d'information, et une offensive pour informer et persuader la population que le système actuel est en crise et que des alternatives existent.

Cette multiplicité de causes et formes de résistance n'aboutit pas nécessairement à des contradictions internes. Au contraire, ce qui ressort du panorama des mouvements sociaux est à la fois une grande diversité et une convergence de plus en plus visible entre ces

mouvements, expression d'une résistance aujourd'hui déjà globale et d'une volonté commune de transformer la globalisation dans ses formes actuelles.

II. L'État des différents secteurs d'action des mouvements sociaux

1. Qui est concerné par les mouvements sociaux sectoriels ?

Loin de désigner des groupes d'intérêts qui entendent faire du lobbying auprès de la classe politique et des organisations et institutions internationales, les mouvements sociaux dits sectoriels défendent des causes particulières au nom d'un projet sociétal alternatif qui vise à transformer le système dans son intégralité. Il est important de noter que ces mouvements sectoriels défendent des causes qui concernent souvent des populations de plusieurs centaines de millions de personnes dans le monde entier. Parmi les exemples les plus importants sont les mouvements de paysans et les mouvements indigènes. Le monde compte aujourd'hui plus d'un milliard 300 millions de paysans : le secteur de l'agriculture concerne donc plus de la moitié de la population mondiale si l'on inclut les familles qui en dépendent. Or seuls 30 millions de paysans ont accès aux diverses techniques de production ; la majorité écrasante ne possède aucun moyen de production. De même, les populations indigènes représentent au moins 300 millions de personnes, soit environ 5% de la population mondiale, et, en même temps, ne disposent que d'une fraction infime de ressources.

A cette situation s'ajoutent deux facteurs aggravants liés directement à la globalisation : d'une part, la renaissance du latifundismo et l'expropriation terrienne et, d'autre part, l'exposition à la concurrence mondiale et ainsi la destruction des productions agricoles non-rentables du point de vue du système néo-libéral. La globalisation constitue aussi le principal prétexte de ne pas protéger l'agriculture par des politiques agricoles nationales. Celles-ci sont un échec total : la mécanisation demeure insuffisante, l'absorption dans d'autres secteurs des populations en excès dans le secteur agricole est soit quasi nulle soit conduit les populations en question à la pauvreté. Les politiques en faveur des minorités autochtones sont tout aussi insuffisantes. Face à l'impact de la globalisation, ces deux mouvements sont confrontés à une crise économique, sociale et identitaire sans précédent. L'émergence de mouvements organisés qui attirent l'attention nationale et internationale sur cette situation de détresse est d'autant plus importante que ces populations continuent à être les victimes d'une politique de domination qui est en place depuis des décennies, voire des siècles. Ces mouvements sont souvent de portée globale (p.ex. Via Campesina) et se sont constitués en acteurs collectifs capables de mobiliser, de rassembler et d'articuler leurs revendications sociales et identitaires.

D'autres mouvements, tels que les mouvements de femmes (p. ex. en Egypte), les mouvements sociaux islamiques ou encore les mouvements syndicaux qui ont souvent une longue tradition, sont en pleine recomposition. L'impact de la globalisation a été ressenti tout aussi durement par ces mouvements et, en même temps, la globalisation a ouvert de nouveaux espaces d'organisation, de résistances et de revendications. Ainsi, la crise de la classe politique et l'effacement des clivages traditionnels tend à laisser un vide au cœur même de la politique que viennent combler des mouvements aux fortes bases sociales, tels que les mouvements sociaux islamiques. De même, la remise en cause des fondements du libéralisme économique ouvre de nouveaux espaces au syndicalisme européen qui a profité du retour temporaire de la croissance pour lancer et consolider la remobilisation.

2. De quelles alternatives ces mouvements sont-ils porteurs ?

Les alternatives dont ces mouvements sectoriels sont porteurs peuvent être distinguées selon qu'il s'agit de mouvements de résistance et de revendication (p. ex. au Japon) ou de mouvements qui mettent en avant des projets politiques alternatifs (p. ex. en Amérique latine). Au cours des dernières décennies s'est constitué au Japon une pléthore de mouvements de résistance qui s'opposent au modèle néo-libéral et au système politique et qui revendiquent une transformation de l'organisation politique, économique et sociale. Ces mouvements s'appuient sur une certaine tradition de résistance qui était active pendant les années 40 et 50 dans la lutte contre le régime dictatorial et pendant les années 60 dans la protestation contre la guerre du Vietnam. La particularité de ces mouvements de résistance et de revendications est la quasi absence de courants explicitement communistes ou socialistes et le rejet catégorique du système des partis politiques.

En Amérique latine, la critique du, et l'opposition au, néolibéralisme ont une longue tradition et sont avancées au point où l'on peut parler d'une convergence de résistance aux, et de rejet des, politiques libérales. Les deux pôles autour desquels s'est formé ce mouvement de résistance sont la gauche organisée en parti politique et la gauche sociale composée de mouvements sociaux. Selon Marta Harnecker, leurs revendications sont en train d'évoluer vers un projet d'alternatives dont les principaux éléments sont

- (1) le rassemblement de couches sociales de très large composition, 'pluri-classiste et multi-générationnelle' (M. Harnecker) qui représentent une très large majorité de la population de bon nombre de pays
- (2) la protection de toutes les victimes du système en place, non seulement ceux qui souffrent des conséquences économiques, mais aussi ceux qui sont victimes de discriminations
- (3) la volonté de transformer de façon fondamentale et permanente le système économique et politique dominant
- (4) l'ambition d'articuler un projet d'alternatives rassembleur et fédérateur qui mobilise par la persuasion et qui particularise chacun des adhérents
- (5) la nécessité d'inventer de nouvelles formes d'expressions politiques et de pratiques démocratiques, capables de donner corps à une conception réellement populaire et participative de la démocratie, par exemple à travers des gouvernements locaux, des communautés rurales, des fronts de travailleurs, de citoyens et d'universitaires

III. L'Histoire et le présent des mouvements sociaux globaux

1. La réalité des mouvements globaux

Certains mouvements sociaux se sont rapidement constitués en mouvements globaux. Ceci est principalement valable pour des associations telles qu'ATTAC et des mouvements de jeunes, tels que les mouvements nés dans des universités comme Harvard ou Tokyo. Il s'agit de mouvements qui sont anti-systémiques et partagent une forte aspiration universelle. S'il est vrai que bon nombre de ces mouvements sont récents, ils s'appuient néanmoins sur des traditions de protestation et résistance, tels que les divers mouvements 'sans-' (sans-papier...) en France, des mouvements chômeurs, des mouvements écologistes, des organisations non gouvernementales...

L'évolution de ces mouvements sociaux de portée globale récente se caractérise par une double extension, géographique et thématique. Ces mouvements n'ont pas seulement une orientation globale mais connaissent un enracinement quasi planétaire. De même, ils tentent de dépasser la défense d'une cause particulière moyennant des alliances avec d'autres mouvements par-delà des questions sectorielles ou nationales. Grâce à leur implantation globale, ils sont la principale force de mobilisation : le soutien au mouvement de résistance a connu un saut quantitatif entre les premiers événements de protestation massive tels que la grève générale en France en 1995 ou encore la campagne 'Jubilee 2000' et Seattle et les récents sommets à Göteborg et, plus particulièrement, à Québec.

2. Les problèmes et défis auxquels ces mouvements globaux sont confrontés

Malgré ces tendances communes, les mouvements sociaux globaux continuent à manifester un degré d'hétérogénéité élevé qui jusqu'à présent empêche l'articulation commune d'un véritable projet d'alternatives. L'hétérogénéité consiste en un enracinement et une extension géographique très variés et en la défense de causes différentes. Ainsi, les mouvements syndicaux et les mouvements de jeunes et d'étudiants ne partagent pas tout à fait la même critique du système actuel ni la vision d'une société alternative et, plus précisément, d'une autre forme de globalisation. Plus généralement, le problème tient à conjuguer simultanément des aspirations particulières et universelles.

Parmi les facteurs qui posent problème à la convergence sont, d'une part, des particularismes culturels et, d'autre part, l'absence de visions capables de rassembler la résistance et de fédérer de nouvelles forces d'expressions politiques. Par exemple, la volonté de créer un espace politique global unifié semble être partagée par bon nombre de mouvements globaux, mais les termes d'une telle création sont trop souvent entachés d'idéologies particulières au monde occidental. De même, la chute de l'URSS et l'échec du communisme soviétique ont laissé un vide idéologique que la pensée socialiste n'a pas jusqu'à présent su combler. L'absence de vision freine la mobilisation et rend les mouvements sociaux globaux de plus en plus vulnérables dans la lutte des idées avec le libéralisme économique et politique.

IV. Réflexions critiques sur les alternatives

1. La signification et l'avenir des mouvements sociaux actuels

A l'exemple d'André Gunder Frank, certains participants se sont interrogés sur la nature et l'importance des mouvements sociaux. Cette interrogation porte, d'une part, sur l'ampleur des mouvements sociaux, la réalité de leur enracinement et de la mobilisation qu'ils ont créée et, d'autre part, sur leur orientation : s'agit-il de mouvements qui mettent en question l'unité du monde en défendant des particularismes ou critiquent-ils réellement le système dominant incarné par quelques institutions qui gèrent unilatéralement les affaires du monde comme le FMI, la Banque mondiale ou encore l'OTAN ? Cette confusion entre revendications d'ordre particulariste et critique véritablement universelle est-elle le résultat d'une confusion au sein de militants mêmes ou d'une fausse représentation délibérée de la part des défenseurs du système actuel ? Paul Streeten a attiré l'attention sur une double contradiction au cœur même des mouvements : d'une part, le fait de dénoncer le progrès technologique et, en même temps, de faire usage de la haute technologie pour promouvoir sa propre cause ; d'autre part, le fait de décrier l'impact néfaste de la globalisation sur les élites politiques nationales qui paraissent détachées des préoccupations et aspirations des populations et, en même temps, l'intégration

des mouvements sociaux dans une élite transnationale de plus en plus éloignée des contextes nationaux. Mais Paul Streeten a également insisté sur l'impasse dans laquelle se trouve l'idéologie dominante, notamment son enfermement dans un dogmatisme qui contredit le pragmatisme affiché et prétendu de la pensée (néo-)libérale.

Plus généralement, Christopher Coker a qualifié la nature et l'évolution de la globalisation comme étant un processus dialectique non-déterminé. Par conséquent, il est trop tôt de louer inconditionnellement ou de dénigrer catégoriquement le processus de globalisation. Plus précisément, Christopher Coker a également insisté sur le caractère non-intentionnel des conséquences liées à la globalisation dans ses formes actuelles : le fonctionnement des marchés différerait de celui des empires en ce qu'il n'entraînerait pas intentionnellement des conséquences néfastes. En même temps, le modèle libéral ne peut être réduit au néo-libéralisme. Finalement, le problème auquel et le système dominant et mouvements sociaux de gauche devront faire face est la recrudescence des mouvements d'extrême droite.

2. Comment articuler et mettre en œuvre des alternatives ?

Pour Samir Amin, l'un des principaux défis est la lutte simultanée au niveau national et international et la convergence entre mouvements du Nord et du Sud. Alors que le système dominant est unifié, global et muni d'un projet à la fois économique, social, politique et même civilisationnel, le mouvement de résistance continue à être hétérogène et caractérisé de divisions d'ordre géographique et idéologique. Les divisions les plus importantes sont celles entre mouvements dans le monde dit civilisé et le monde dit moins civilisé et, plus précisément, entre les mouvements du Nord et du Sud. Christophe Aguiton a loué l'idée d'alliances flexibles telles que pratiquées au Forum social mondial de Porto Alegre, et il a insisté sur le danger d'une démocratie libérale faussement conçue qui pratique l'hégémonie du consensus. En même temps, il s'est dit optimiste quant au dépassement des contradictions internes des mouvements sociaux : par exemple, le mouvement de résistance autour de Porto Alegre n'est plus associé aux mouvements réactionnaires et d'extrême droite qui, de fait, représentent un des principaux dangers.

Johan Galtung a plaidé pour des organisations capables de combiner l'action locale et l'orientation globale autour d'un projet politique de confédération qui lutte principalement pour l'instauration et la défense de la paix. Les principaux traits d'une telle vision et d'un tel projet sont l'organisation de formation sur place, la négociation séparée avec les parties conflictuelles et, plus généralement, le développement d'un modèle de confédération composé de trois éléments : des municipalités fortes en mesure de subvenir aux besoins élémentaires, une économie mixte dans laquelle l'économie de marché est encadrée par un secteur public développé et des secteurs globaux sujets à la taxation. Finalement, François Houtart a rappelé la nécessité d'être ambitieux et de ne pas se limiter à la critique et à la résistance : désormais il faut réformer radicalement le fonctionnement du système actuel dans le court terme, transformer profondément le système actuel dans le moyen terme et construire une autre société dans le long terme.

ANNEXE : le rôle de la politique de développement

Allocution de M. Charles Goerens, Ministre luxembourgeois de la Coopération

Dans son allocution, le Ministre Goerens a exposé les grandes lignes de la politique de développement du gouvernement luxembourgeois. De façon générale, il est important de tenir compte de la réflexion critique et des propositions sur la conduite et les objectifs des stratégies de développement et de contribuer à cette réflexion. Plus précisément, la politique luxembourgeoise concentre ses efforts sur les pays les moins développés et sur un certain nombre de secteurs tels que la santé, la formation professionnelle et la promotion des femmes. Cet effort se traduit par un niveau sans précédent d'aide au développement qui a atteint 0.7% du PNB en l'an 2000 et dont le taux de retour n'est que de 5%. Trois conditions régissent l'attribution de l'aide : le respect des droits de l'homme, le respect des droits des enfants et la 'bonne gouvernance'. Outre les conditions de respect des droits de l'homme et des enfants et de la 'bonne gouvernance', le Ministre a insisté sur l'importance d'intégrer tous les acteurs et tous les secteurs, notamment de conjuguer les atouts du secteur public et du capital privé. Dans cette perspective, l'aide au développement publique internationale peut encore être améliorée, par exemple par la réduction des taux de retour en renforçant la coopération avec des partenaires locaux et un soutien financier indépendant de tout accord commercial.

Il ne s'agit pas d'imposer l'aide, mais de forger des partenariats avec des acteurs non seulement nationaux et régionaux, mais aussi locaux afin de maximiser l'efficacité : des stratégies de développement élaborées localement et une étroite coopération avec des représentants de la société civile permettent de réduire les cas de corruption et d'atteindre la proximité avec les populations concernées. Par conséquent, les mouvements sociaux qui sont enracinés régionalement et localement devraient être des partenaires privilégiés des politiques de développement nationales et internationales. Selon le Ministre Goerens, l'Union européenne (UE) agit dans ce sens au sein de ses propres instances telles que les traités de coopération de l'ACP-UE ou encore au sein des instances internationales. C'est aussi grâce aux efforts continus des pays-membre de l'UE que les pays en voie de développement ont obtenu des concessions lors du sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Doha au mois de novembre 2001. Dans cette perspective, une UE encore plus cohérente et plus unifiée dans sa politique de développement lutterait encore plus effectivement pour l'accroissement de l'aide au développement vers 1% du PNB.

Adrian Pabst
LIEIS

**Institut d'Études Européennes et Internationales du Luxembourg
Forum Mondial des Alternatives**

**RÉALITÉ ET SIGNIFICATION DES MOUVEMENTS
SOCIAUX**

**Château de Schengen (Luxembourg)
11, 12 et 13 janvier 2002**

Programme

Vendredi 11 janvier

10h00 à 13h00 :

- *Introduction au séminaire* (Armand Clesse et Samir Amin)
- La méthodologie du séminaire (François Houtart)

I. Panorama des mouvements sociaux

- Monde arabe (Samir Amin)
- Amérique latine (Emilio Taddei)

14h30 à 16h00

- Russie (Alexander V. Buzgalin)
- Amérique du Nord (Pierre Beaudet)

16h15: Allocution de Charles Goerens, Ministre de la Coopération, Luxembourg

16h30 à 18h00

- Afrique subsaharienne (Albert Kasanda)
- Inde (M.A. Oommen)

18h00 à 19h30

Groupes de travail

Samedi 12 janvier

9h00 à 11h00

- Chine (Samir Amin et Karl-Heinz Pohl)
- Europe de l'Est et de l'Ouest (Bernard Dreano)

II. L'état des divers secteurs d'action des mouvements sociaux

11h30 à 13h00

- Les défis du monde paysan et ses mouvements (Marcel Mazoyer)
- Les mouvements indigènes (Bernard Duterme)

14h30 à 16h00

- Le syndicalisme ouvrier (René Mouriaux)
- Les mouvements féminins en Egypte (Azza Khalil)

16h30 à 18h00

- Les mouvements politiques : le cas de l'Amérique latine (Marta Harnecker)
- Les mouvements alternatifs : le cas du Japon (Kinhide Mushakoji)

18h00 à 19h30

Groupes de travail

Dimanche 13 janvier

III. Histoire et actualité des mouvements a l'échelle internationale

9h00 à 11h00

- Les bases sociales des mouvements islamistes (Emad Hassan Siam)
- Les mouvements «anti-mondialisation» (Christophe Aguiton)
- L'organisation de la « sécurité » à l'échelle mondiale et son incidence sur les mouvements sociaux (Gilbert Achcar)
- *TRANSCEND* : une ONG globalisée et basée sur internet (Johan Galtung)

IV. Réflexions critiques sur les alternatives

11h30 à 13h00

- Les mouvements sociaux contemporains, entre expérience et réflexion théorique (Wim Dierckxsens)
- Les alternatives des mouvements sociaux du point de vue de l'économie politique (Samir Amin)

14h30 à 16h30

- Les mouvements sociaux et leurs alternatives (François Houtart)
- Discussion sur les orientations futures
- *Clôture du séminaire* (Armand Clesse et Samir Amin)

Conférence sur

"Réalité et signification des mouvements sociaux"

11, 12 et 13 janvier 2002

Schengen (Luxembourg)

Liste des participants/List of participants

Achcar, Gilbert, Université de Paris VIII
Aguiton, Christophe, Association for the Taxation of Financial Transactions in the Interest of the Citizen (ATTAC), Paris
Allegrezza, Serge, Conseiller de Gouvernement 1^{ère} classe, Ministère de l'Economie
Ambrosi, G. Michael, Professeur, Chaire Jean Monnet, Université de Trèves
Amin, Samir, Directeur, Forum du Tiers-Monde ; Président, Forum Mondial des Alternatives, Dakar
Balogh, Andras, Directeur Général, Institut Hongrois des Affaires Internationales
Beaudet, Pierre, Alternatives, Montréal
Bierbaum, Heinz, Info-Institute, University Saarbrücken
Blamangin, Olivier, Association Internationale de Technicien, Experts et Chercheurs (AITEC), Paris
Buzgalin, Alexander V., Professor, University of Moscow
De Castro, Juan, Centro de estudios de metaeconomia, Espagne
Chalmers, Camille, Directeur Exécutif, PAPDA, Port-au-Prince
Clesse, Armand, Directeur, Institut d'Etudes Européennes et Internationales du Luxembourg
Coker, Christopher, Reader, International Relations, London School of Economics
Custers, Peter, Director, Bangladesh People's Solidarity Centre (BPSC), Amsterdam
Dieng, Amady Aly, Professeur, Université de Dakar
Dierckxsens, Wim, Dipartamento Ecumenico de Investigaciones (DEI), San José, Costa Rica
Dreano, Bernard, CEDETIM/ AEC, Paris
Duterme, Bernard, Centre Tricontinental (CETRI), Louvain-la Neuve
El-Kenz, Ali, Professeur, Université de Nantes
Faber, Léon, Agent de la Coopération, Ministère des Affaires Etrangères, Luxembourg
Feyder, Jean, Ambassadeur, Directeur, Direction de la Coopération et de l'Action Humanitaire, Ministère des Affaires Etrangères, Luxembourg
Founou, Bernard, Forum du Tiers-Monde, Dakar
Frank, André Gunder, Dept. of History, University of Nebraska, Lincoln
Galtung, Johan, Professor emeritus, Versonnex
Garcia, Leonor, Centre Tricontinental (CETRI), Louvain-la Neuve
Goerens, Charles, Ministre la Coopération et de l'Action Humanitaire, Luxembourg
Hamm, Bernd, Directeur Général, Centre d'Etudes Européennes, Université de Trèves
Harnecker, Marta, MEPLA-Centro de Investigaciones, La Havanne
Hirsch, Mario, Rédacteur en chef, D'Letzebuerger Land
Houtart, François, Directeur, Centre Tricontinental (CETRI) ; Secrétaire Général, Forum Mondial des Alternatives, Louvain-la Neuve
Israel, Edmond, Président honoraire de Clearstream International, Luxembourg



Kasanda Lumembu, Albert, Centre Tricontinental (CETRI), Louvain-la Neuve
Keune, Lou, University of Tilburg, Amsterdam
Khalil, Azza, Arab Research Center, Cairo
von Kunitzki, Norbert, Président, Centre Universitaire de Luxembourg
Lehners, Jean-Paul, Professeur, Vice-Président, Centre Universitaire de Luxembourg
Lusson, Julien, Association Internationale de Technicien, Experts et Chercheurs (AITEC), Paris
Martinez, Benito, Centre Tricontinental (CETRI), Louvain-la Neuve
Mazoyer, Marcel, Professeur, Institut National d'Agronomie, Paris-Grignon
Mouriaux, René, Directeur de recherche, Fondation Nationale des Sciences Politiques, Centre d'études de la vie politique (CEVIPOF), Paris
Mushakoji, Kinhide, Chubu Institute of Advanced Study, Chubu University, Tokyo
Oommen, M. A., Institute of Social Sciences, New Delhi
Piqueras Infante, Andrés, Département de Sociologie, Universidad Jaumes I, Castellon, Espagne
Pleyers, Geoffrey, CADIS/EHESS, Paris
Pohl, Karl-Heinz, Professor, Dept. of Sinology, University of Trier
Polet, François, Centre Tricontinental (CETRI), Louvain-la Neuve
Rochat, Florian, Centre Europe Tiers-Monde (CETIM), Genève
Roubinsiki, Youri, Professeur, Institut de l'Europe, Académie des Sciences, Paris
Schianchi, Matteo, Associazione Culturale Punto Rosso, Milan
Streeten, Paul, Professeur émérite, UNPD, Spencertown
Siam, Emad Hassan, Arab Reseach Center, Cairo
Taddei, Emilio, CLACSO-OSAL, Buenos Aires
Vellut, Jacques, Centre Tricontinental (CETRI), Louvain-la Neuve